

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/FIN/W/12/Add.34/Rev.1

11 décembre 1997

(97-5446)

Comité du commerce des services financiers

Original: espagnol

COMMUNICATION DU CHILI

Offre conditionnelle révisée sur les services financiers

Révision

La communication ci-après est distribuée à la demande du Chili aux membres du Comité du commerce des services financiers.

Le Chili présente ci-joint son offre conditionnelle révisée dans le cadre des négociations en cours sur le commerce des services financiers.

Cette offre conditionnelle révisée résulte des négociations bilatérales que le Chili a menées jusqu'à ce jour, et contient des précisions sur les éléments indiqués dans l'offre conditionnelle reproduite sous la cote S/FIN/W/12/Add.34.

Cette offre est subordonnée au contenu des offres présentées par les autres participants aux négociations et au plein respect, dans ces offres, de la clause de la nation la plus favorisée et du principe de non-discrimination. Elle est aussi subordonnée à la réponse favorable donnée par les autres Membres de l'OMC aux demandes formulées par le Chili lors des négociations bilatérales.

Le Chili se réserve le droit de maintenir, de modifier ou de réduire, à tout moment, son offre conditionnelle conformément aux conditions indiquées. De même, il se réserve le droit d'y apporter à tout moment les modifications de caractère technique qu'il juge pertinentes.

CHILI
OFFRE CONDITIONNELLE REVISEE D'ENGAGEMENTS SPECIFIQUES

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Secteur des services financiers:			
1.	Une segmentation partielle du secteur chilien des services financiers est envisagée. En d'autres termes, les établissements, nationaux et étrangers, autorisés à opérer en qualité de banques ne peuvent pas intervenir directement dans la négociation de contrats d'assurance ou de valeurs mobilières, et inversement. Cependant, les banques nationales et étrangères en activité au Chili peuvent, avec l'autorisation préalable de l'Inspection générale des banques et établissements financiers, créer des filiales dotées de capital propre pour fournir quelques services financiers complémentaires de leurs activités principales. Les activités principales des banques consistent à mobiliser ou à recevoir, suivant les modalités habituelles, des fonds du public et à accorder des crédits garantis par des valeurs mobilières ou effets de commerce, ou par tout autre titre de créance.		
2.	Les sous-secteurs et services inclus dans la présente offre sont définis conformément à la législation chilienne pertinente.		
SERVICES FINANCIERS	1), 2), 3) et 4) Non consolidé en ce qui concerne les mesures adoptées ou susceptibles d'être adoptées par la Banque centrale du Chili conformément à sa loi organique (Loi n° 18840) ou à d'autres dispositions légales en vue d'assurer la stabilité de la monnaie et le fonctionnement normal du système de paiements internes et externes et d'exercer les fonctions qui lui sont dévolues à cet effet: régulation de la masse monétaire et de la masse des créances en circulation, réalisation d'opérations internationales de crédit et de change, et établissement de règles concernant les questions monétaires, le crédit, les transactions financières et cambiales internationales.		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Ces mesures consistent notamment à établir des prescriptions restreignant ou limitant les paiements et les transferts en provenance ou à destination du Chili ainsi que les opérations connexes et prévoyant, par exemple, que les dépôts, investissements et crédits en provenance ou à destination d'autres pays sont subordonnés au maintien des réserves obligatoires.</p> <p>3) Outre les engagements horizontaux qui figurent dans la section I de la liste d'engagements du Chili et qui concernent l'ensemble des secteurs, le fournisseur de services financiers qui intervient par le biais d'une présence commerciale pourra être soumis à l'examen des besoins économiques. Autrement dit, il devra, pour entreprendre, suspendre ou cesser ses activités, obtenir l'autorisation préalable de l'Inspection générale des banques et établissements financiers dans le cas des services bancaires, ou de l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances dans le cas des services concernant ces dernières.</p>	<p>3) Les investisseurs étrangers qui participent au secteur des services financiers pourront transférer à l'étranger leurs capitaux à l'issue d'un délai de deux (2) ans après l'entrée des capitaux.</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
<p>a) Services bancaires:</p> <p>1) Services bancaires:</p> <p>Acceptation de dépôts (Exclusivement: comptes courants bancaires, dépôts à vue, dépôts à terme, comptes d'épargne, contrats de rachat d'instruments financiers, dépôts pour l'émission de certificats de garantie bancaire)</p>	<p>L'autorisation de fournir des services financiers par le biais d'une présence commerciale sera accordée dans la mesure où le requérant garantit le fonctionnement, l'intégrité et la stabilité du marché, se conforme aux conditions prescrites par la loi et sert l'intérêt national.</p> <p>Par ailleurs, des mesures pourront être prises pour restreindre ou définir, de manière non discriminatoire, la nature de la présence commerciale par le biais de laquelle les entreprises peuvent opérer dans le secteur des valeurs mobilières et des assurances au Chili.</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Les établissements bancaires étrangers doivent être des sociétés légalement constituées dans leur pays d'origine et disposer au Chili du capital requis par la loi.</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>Octroi de crédits</p> <p>(Exclusivement: prêts en compte courant, prêts sur lettres de crédit, créances hypothécaires endossables, acquisition d'instruments financiers sous convention de revente, crédits pour l'émission de certificats de garantie bancaire ou autres types de financement, émission et négociation de lettres de crédit pour l'importation ou l'exportation, émission et confirmation de lettres de crédit (stand by))</p>	<p>Les établissements bancaires étrangers peuvent uniquement intervenir:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) par le biais d'une participation au capital de banques chiliennes constituées en sociétés anonymes au Chili; ii) en tant que sociétés anonymes constituées au Chili; iii) en tant que succursales de sociétés anonymes étrangères, auquel cas ils sont réputés avoir la personnalité juridique dans le pays d'origine. Aux fins des activités des succursales de banques étrangères au Chili, le capital pris en considération est celui qui est effectivement constitué au Chili et non celui de la société mère. <p>Les banques étrangères en activité au Chili doivent obtenir l'autorisation préalable de l'Inspection générale des banques et établissements financiers pour pouvoir modifier ou transformer la nature de leur présence commerciale.</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
<p>Acquisition de titres offerts au public (Exclusivement: achat de bons et de lettres de crédit, garantie et placement en qualité d'agent, (prise ferme))</p> <p>Emission et services de cartes de crédit (81133) (Uniquement les cartes de crédit émises au Chili)</p> <p>Escompte et acquisition de lettres de change et de billets à ordre</p> <p>Aval et cautionnement d'obligations en monnaie nationale émises par des tiers</p> <p>Garde de valeurs mobilières</p>	<p>Aucune personne physique ou morale, nationale ou étrangère, ne peut acquérir directement ou par l'entremise de tiers des actions d'une banque qui, seules ou additionnées à celles qu'elle possède déjà, représenteraient plus de 10 pour cent du capital de cette banque, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation de l'Inspection générale des banques et établissements financiers. De même, les associés ou actionnaires d'un établissement financier ne pourront céder un pourcentage de droits ou d'actions de leur société qui dépasserait 10 pour cent sans l'autorisation préalable de l'Inspection générale.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
2. <u>Services bancaires complémentaires</u> Crédit-bail (81120) (Ces sociétés peuvent offrir des contrats de leasing sur des biens acquis à la demande du client, c'est-à-dire qu'elles ne peuvent pas acquérir en propre des biens pour les conserver en stock et les proposer en location)	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Outre les conditions indiquées plus haut, seuls les établissements bancaires, nationaux et étrangers, établis au Chili peuvent fournir des services de crédit-bail. Pour cela, ils doivent constituer des personnes morales distinctes (filiales), dotées de capital propre et se consacrant uniquement à cette activité, avec l'autorisation préalable de l'Inspection générale des banques et établissements financiers.</p> <p>Les services de crédit-bail sont considérés comme des services bancaires complémentaires et, par conséquent, l'Inspection générale des banques et établissements financiers a la faculté d'élargir ou de restreindre la gamme des services de crédit-bail que ces sociétés peuvent fournir, à savoir exclusivement ceux qui sont expressément autorisés par l'Inspection générale.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services de conseil et autres services financiers auxiliaires (8133) (Uniquement les services indiqués dans la partie de la présente liste relative au secteur bancaire)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Outre les conditions indiquées plus haut, les services de conseil et autres services financiers auxiliaires sont considérés au Chili comme des services complémentaires de ceux que les banques établies peuvent fournir. Par conséquent, les banques, nationales et étrangères, doivent constituer des filiales dotées de capital propre pour fournir ces services, avec l'autorisation à cet effet de l'Inspection générale des banques et établissements financiers.	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant	
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
b) <u>Services d'assurance et de réassurance:</u>			
<p>1. Le marché des assurances se partage au Chili entre deux groupes d'entreprises: le premier groupe comprend les compagnies qui assurent contre les risques de perte et de détérioration d'objets ou de patrimoine. Dans le deuxième groupe entrent celles qui couvrent les risques des personnes ou qui garantissent à l'assuré ou à ses ayants droit, durant un certain temps ou à l'expiration d'un certain délai, le versement d'un capital, d'un montant forfaitaire ou d'une rente. Aucune compagnie d'assurance ne peut couvrir les risques des deux catégories.</p> <p>2. Les compagnies d'assurance crédit, bien qu'elles entrent dans le premier groupe, doivent être constituées en sociétés anonymes exclusivement en vue de couvrir ce genre de risque, c'est-à-dire la perte ou la détérioration du patrimoine de l'assuré résultant du non-règlement d'une obligation ou d'une créance monétaires, et elles peuvent en outre couvrir les risques de défaillance du garant et risques de pratiques déloyales.</p> <p>3. La partie de la liste chilienne relative aux assurances ne comprend pas les assurances liées à la sécurité sociale.</p>			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Assurances			
Offre d'assurance directe sur la vie (Non compris les assurances liées à la sécurité sociale) (81211)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) La fourniture de services d'assurance est réservée aux compagnies d'assurance constituées sous forme de sociétés anonymes au Chili et se consacrant uniquement à cette activité, que ce soit dans le domaine de l'assurance directe sur la vie ou de l'assurance directe générale. Dans le cas de l'assurance crédit générale (81296), les compagnies doivent être constituées en sociétés anonymes exclusivement en vue de couvrir ce genre de risque. Les sociétés anonymes d'assurance doivent être constituées conformément aux dispositions de la Loi sur les sociétés anonymes. Les contrats d'assurance peuvent être conclus directement ou par l'intermédiaire de courtiers en assurance qui, pour exercer leur activité, doivent être inscrits au registre tenu à cet effet par l'Inspection générale des valeurs mobilières et des assurances et satisfaire aux conditions énoncées dans la Loi.	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant	
Offre de services d'assurance directe générale (8129 à l'exception de 81299) (A l'exclusion des sociétés de prévoyance dans le domaine de la santé (ISAPRE), c'est-à-dire les personnes morales qui fournissent des services de santé à leurs affiliés et qui sont financées par des cotisations correspondant à un pourcentage du revenu imposable fixé par la loi ou à un pourcentage supérieur convenu. De même est exclu le Fonds national pour la santé (FONASA), service public financé par l'Etat et par des cotisations correspondant à un	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>pourcentage du revenu imposable fixé par la loi, qui est chargé de cofinancer les prestations relevant du régime libre d'assurance maladie auquel peuvent participer les personnes non affiliées à une ISAPRE)</p> <p>Offre de services d'assurance-directe générale</p> <p>Assurance-crédit (81296)</p> <p>Courtiers en assurance (81401)</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Les courtiers en assurance doivent être inscrits au registre tenu par l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances et satisfaire aux conditions prescrites par cet organisme. La fourniture de ces services est réservée aux personnes morales légalement constituées au Chili expressément à cette fin.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>Réassurance et rétrocession (Y compris les courtiers en assurance)</p>	<p>1) Les compagnies de réassurance étrangères et les courtiers en réassurance étrangers doivent être inscrits au registre des réassureurs étrangers tenu par l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances et satisfaire aux conditions prescrites par cet organisme.</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Les services de réassurance sont fournis par des sociétés anonymes de réassurance constituées au Chili conformément aux dispositions de la Loi sur les sociétés anonymes et agréées par l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances. Les sociétés anonymes d'assurance peuvent aussi fournir les services de réassurance complémentaires de leurs activités d'assurance si leurs statuts le prévoient.</p> <p>De même, les services de réassurance peuvent être fournis par les compagnies de réassurance étrangères et les courtiers en réassurance étrangers inscrits au registre tenu par l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Les primes cédées à ce titre sont assujetties à un taux d'imposition de 6 pour cent</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<u>Services liés aux valeurs mobilières:</u>			
<p>1. L'intermédiation sur valeurs mobilières offertes au public peut être pratiquée par des personnes morales se consacrant exclusivement au courtage de valeurs, qui peuvent intervenir en qualité de membres d'une bourse des valeurs (courtiers en bourse) ou hors bourse (courtiers en valeurs), et qui doivent être enregistrées auprès de l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances. Cependant, l'intermédiation en bourse sur actions ou sur des valeurs qui en sont dérivées (options de souscription) est réservée aux courtiers en bourse. Les valeurs autres que les actions peuvent être négociées par des courtiers en bourse ou des courtiers en valeurs enregistrés auprès de l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances.</p> <p>2. La gestion des portefeuilles financiers a pour objet la diversification, pour le compte de tiers, des investissements entre plusieurs instruments financiers, et peut être effectuée par des intermédiaires en valeurs mobilières (courtiers en bourse et courtiers en valeurs), en complément des services fournis à leurs clients.</p> <p>3. Les services d'évaluation des risques liés aux valeurs mobilières offertes au public sont fournis par des entreprises se consacrant exclusivement à cette activité, inscrites à ce titre au registre des organismes d'évaluation des risques tenu par l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances et placées sous la tutelle de cette Inspection générale. Les entreprises d'évaluation des risques liés aux valeurs mobilières émises par les banques ou établissements financiers sont placées, quant à elles, sous la tutelle de l'Inspection générale des banques et établissements financiers.</p> <p>4. La garde des valeurs mobilières consiste à conserver matériellement des titres ou valeurs mobilières et peut être assurée par les intermédiaires en valeurs mobilières (courtiers en bourse et courtiers en valeurs) en complément de leurs activités exclusives. La partie de la liste chilienne relative aux valeurs mobilières n'inclut pas les services offerts par les organismes qui assurent concurrentiellement la garde, la compensation et la liquidation des valeurs mobilières (dépositaires de titres).</p> <p>5. Les services de consultations financières, qui comprennent les activités visant à donner des conseils financiers concernant les diverses possibilités de financement, l'évaluation de projets, la présentation de possibilités diverses d'investissement et la proposition de stratégies de rééchelonnement de la dette, peuvent être fournis par les intermédiaires en valeurs mobilières (courtiers en bourse et courtiers en valeurs) en complément de leurs activités exclusives.</p> <p>6. Les services liés aux valeurs mobilières qui peuvent être fournis par les établissements bancaires, directement ou par l'entremise de filiales, sont indiqués dans la présente offre conditionnelle sous "Secteur des services bancaires" et sont exclus de la section relative aux services liés aux valeurs mobilières.</p>			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Intermédiation sur valeurs offertes au public, à l'exception des actions (81321) (Y compris la garantie et le placement en qualité d'agent ainsi que la (prise ferme))	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Les activités de courtage doivent être menées par le biais d'une société anonyme constituée au Chili et inscrite au préalable au registre des courtiers en bourse et courtiers en valeurs tenu par l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances. Outre les dispositions légales relatives au patrimoine, l'Inspection générale peut établir, de manière non discriminatoire, des conditions plus rigoureuses concernant la solvabilité des intermédiaires, compte tenu de la nature et de l'ampleur de leurs activités, du type des instruments négociés et de la catégorie d'intermédiaires pertinente.	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant	
Intermédiation sur actions de sociétés anonymes offertes au public (81321) (Y compris la garantie et le classement en qualité d'agent, ainsi que la (prise ferme))	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Pour intervenir en bourse, les intermédiaires (courtiers) doivent constituer une société anonyme au Chili et acquérir une action de	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
Evaluation des risques liés aux titres et valeurs mobilières (Il s'agit exclusivement d'évaluer les risques liés aux titres offerts au public ou d'émettre un avis les concernant)	la bourse en question, dont ils doivent également être des membres agréés. L'exercice des activités de courtage est subordonné à l'inscription préalable au registre des courtiers en bourse et courtiers en valeurs tenu par l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances. Outre les dispositions légales relatives au patrimoine, l'Inspection générale peut établir, de manière non discriminatoire, des conditions plus rigoureuses concernant la solvabilité des intermédiaires, compte tenu de la nature et de l'ampleur de leurs activités, du type des instruments négociés et de la catégorie d'intermédiaires pertinente.	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		
	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Les organismes d'évaluation des risques doivent être constitués en sociétés de personnes au Chili. Ils doivent remplir plusieurs conditions particulières, et faire en sorte, notamment, qu'au moins 60 pour cent du capital de la société appartienne aux principaux associés (personnes physiques ou morales actives dans ce secteur et possédant au moins 5 pour cent des parts sociales de	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>Garde de titres effectuée par des intermédiaires en valeurs mobilières (81319) (A l'exclusion des services fournis par des organismes qui assurent concurrentement la garde, la compensation et la liquidation des valeurs mobilières (dépositaires de titres))</p>	<p>la société). Ils doivent être inscrits au registre des organismes d'évaluation des risques tenu par l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances, et le conseil d'évaluation des risques doit être composé de professionnels diplômés de l'université ou titulaires de diplômes supérieurs équivalents et justifiant d'un passé commercial irréprochable, dont la majorité ait une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans le domaine de l'économie et des finances.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Pour assurer la garde de titres, les intermédiaires (courtiers) doivent constituer une société anonyme au Chili. Outre les dispositions légales relatives au patrimoine, l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances peut établir, de manière non discriminatoire, des conditions plus rigoureuses concernant la solvabilité des intermédiaires, compte tenu de la nature et de l'ampleur de leurs activités, du type des instruments négociés et de la catégorie d'intermédiaires pertinente.</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services de consultations financières fournis par des intermédiaires en valeurs mobilières (81332) (Les services de consultations financières sont uniquement les services liés aux valeurs mobilières qui sont inclus dans cette liste)	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) La fourniture de services de consultations financières par des intermédiaires en valeurs mobilières, ayant constitué une société anonyme au Chili est subordonnée à l'inscription préalable au registre des courtiers en bourse et courtiers en valeurs tenu par l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances. Outre les dispositions légales relatives au patrimoine, l'Inspection générale peut établir, de manière non discriminatoire, des conditions plus rigoureuses concernant la solvabilité des intermédiaires, compte tenu de la nature et de l'ampleur de leurs activités, du type des instruments négociés et de la catégorie d'intermédiaires pertinente.</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p>	
Gestion de portefeuilles assurée par des intermédiaires en valeurs mobilières	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
(A l'exclusion dans tous les cas de la gestion des caisses mutuelles, des fonds de placement de capitaux étrangers, des fonds d'investissement et des caisses de pension)	3) La fourniture de services de gestion de portefeuilles par des intermédiaires en valeurs mobilières ayant constitué une société anonyme au Chili est subordonnée à l'inscription préalable au registre des courtiers en bourse et courtiers en valeurs tenu par l'Inspection générale des valeurs mobilières et assurances. Outre les dispositions légales relatives au patrimoine, l'Inspection générale peut établir, de manière non discriminatoire, des conditions plus rigoureuses concernant la solvabilité des intermédiaires, compte tenu de la nature et de l'ampleur de leurs activités, du type des d'instruments négociés et de la catégorie d'intermédiaires pertinente.	3) Néant	
Caisses générales de dépôts (Warrants) (Service de stockage de marchandises avec émission d'un certificat de dépôt et d'un bon d'enlèvement)	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Réservé aux personnes morales légalement constituées au Chili qui ont uniquement pour fonction la prestation de ce service. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	